

Belfast - Le rôle des *peacelines* dans la reproduction d'identités conflictuelles : quelles conséquences sur le processus de réconciliation ?

En Irlande du Nord, et plus particulièrement à Belfast, de nombreuses divisions physiques, appelées *peacelines*, séparent toujours certains quartiers en communautés nationaliste et unioniste.

L'auteur : Juliette RENARD est titulaire d'un Master en sciences politiques de l'Université de Liège.

Bien qu'un Accord de paix ait pacifié cette région en 1998¹, la persistance des murs ainsi que l'instabilité politique qui existe au sein de cette entité constitutive du Royaume-Uni sont autant de motifs qui permettent de s'interroger sur la réalité de la transition et de la réconciliation au sein de cette région.

Malgré une volonté politique et publique de réconciliation, il semble intéressant de comprendre comment ce dispositif de *peacelines* structure toujours fortement les rapports sociaux ainsi que sa place dans une société en transition. En effet, en 2013, le *Northern Ireland Executive* élabore une nouvelle politique publique, intitulée *Together: Building a United Community* (TBUC)², afin de favoriser l'intégration et de venir à bout de la ségrégation en Irlande du Nord. Une des mesures phares de cette politique publique réside notamment dans la volonté de voir disparaître les *peacelines* en assurant qu'en 2023, ces murs seront démolis³.

Ainsi, cette contribution se propose d'étudier ce phénomène particulier à travers la question suivante : « le dispositif de *peacelines* est-il un obstacle au processus de réconciliation à Belfast ? »⁴.

1 L'Accord de paix du 10 avril 1998 a mis un terme à 30 ans de « guerre civile » (aussi dénommée *Troubles*) dans la région pendant laquelle s'affrontaient les deux communautés au travers notamment de leur groupes paramilitaires (unionistes et nationalistes). NORTHERN IRELAND PEACE AGREEMENT, signé le 10 avril 1998, disponible à l'adresse suivante : <https://www.gov.uk/government>, (consultée le 16 juillet 2017).

2 *Together: Building a United Community*, disponible à l'adresse suivante : <https://www.executiveoffice-ni.gov.uk>, (consultée le 16 juillet 2017).

3 COMMUNITY RELATIONS COUNCIL, *Northern Ireland Peace Monitoring Report* [n°4], publié en septembre 2016, p. 111.

4 Notons qu'il a été choisi de limiter l'analyse à la ville de Belfast car elle est représentative du cas étudié et que la majeure partie du conflit s'y est déroulée.

Pour répondre à cette question, un séjour de recherche a été réalisé à Belfast en mai 2017. Pendant ce séjour – qui a en outre permis de prendre conscience de l'importance de l'environnement et du territoire – dix entretiens semi-directifs ont été conduits avec différentes personnes⁵ qui travaillent toutes sur les *peacelines* : les personnes rencontrées sont des experts universitaires et des acteurs issus d'associations intercommunautaires⁶. Ces associations travaillent activement à créer du lien social entre des communautés locales (unioniste et nationaliste) divisées par une *peaceline*⁷. La diversité de ce panel (en termes d'âge, de fonction, d'origine identitaire, etc.) a permis d'appréhender des aspects très concrets du problème mais également de saisir la complexité du cas dans sa globalité ainsi que de prendre conscience des biais à éviter, notamment en termes de déterminisme social. Les données empiriques recueillies ont fait l'objet d'une analyse de contenu à l'aide d'un logiciel de codage.

L'hypothèse à la base de cette analyse est la suivante : il semble que d'une part, ce conflit a marqué profondément la société nord-irlandaise d'identités conflictuelles et que de nombreuses traces matérielles⁸ et symboliques de ces identités subsistent ; d'autre part, ces symboles matériels perpétueraient le clivage identitaire existant entre les deux grandes communautés et donc, la présence des *peacelines* (et leurs représentations qu'elles véhiculent) serait un obstacle à une réconciliation positive. Partant de cela, pour répondre à notre question, notre réflexion s'articule autour de deux grands axes de réflexion : d'une part, d'un point de vue plutôt macrosociologique, des éléments contextuels permettent de comprendre la manière dont le dispositif de *peacelines* s'inscrit dans la société nord-irlandaise ainsi que le rôle que celui-ci joue au sein de cette société. D'autre part, d'un point de vue plutôt microsociologique, le focus est porté sur les initiatives des *cross-community groups* afin de contourner le dispositif dans un objectif plus large de réconciliation.

5 Les personnes ont été contactées au préalable par e-mail et rencontrées sur place, soit sur leur lieu de travail, soit dans un café.

6 Ces associations sont appelées *cross-community groups* en anglais. Elles ont pour vocation de ne pas prendre position par rapport au clivage communautaire qui existe en Irlande du Nord mais plutôt à agir à travers ce clivage.

7 La plupart était située dans des *working-class communities*, qui sont les zones plus précarisées de la ville.

8 Parmi ces traces matérielles, la *peaceline* s'impose comme étant la plus violente symboliquement.

Quelques éléments théoriques éclairants

Il semble opportun de définir plusieurs concepts utiles à la compréhension de l'analyse.

Tout d'abord, la *peaceline* désigne le mur, la barrière ou encore toute autre forme de division physique qui sépare les quartiers protestants et catholiques, de manière permanente ou temporaire⁹. Initialement, ce dispositif¹⁰ sécuritaire¹¹ était mis en place de manière temporaire¹² afin de « maintenir un niveau acceptable de violence »¹³ et par conséquent, incarne « la première manifestation matérielle d'une division dans la société »¹⁴. Depuis la construction de la première *peaceline* en 1969, le *Belfast Interface Project* en dénombre 99 à Belfast même¹⁵. La *peaceline* a une fonction défensive pour les deux communautés mais elle symbolise également, pour les catholiques, la « résistance à un ordre sociopolitique injuste »¹⁶. Ainsi, la dénomination utilisée par les personnes met en lumière une divergence dans la perception du mur et de son utilité, en mettant l'accent sur la notion de paix ou de sécurité¹⁷.

Dans le cadre de cette analyse, la *peaceline* est conceptualisée comme un dispositif sociotechnique. Selon Pierre LASCOUMES, le « dispositif sociotechnique organise des rapports sociaux spécifiques, entre puissance publique et destinataires, qui sont porteurs de valeurs

9 RAVENSCROFT Emily, « The Meaning of the Peacelines of Belfast », *Peace Review: A Journal of Social Justice*, 2009, vol. 21, n°2, p. 217 ; EPINOUX Estelle, « Les murs de la paix en Irlande du Nord », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2001, vol. 201, n°1, p. 24.

10 ROSIÈRE Stéphane, *Géographie politique & Géopolitique : Une grammaire de l'espace politique*, Paris, Ellipses, 2007, 426 p.

11 « Les conflits emmurés », *Libertés !*, mai 2008, n°444, pp. 5-9.

12 RAVENSCROFT Emily, « The Meaning of the Peacelines of Belfast », *op. cit.*, pp.213-221.

13 BALLIF Florine, « Murs de sécurité et politique de maintien de l'ordre à Belfast », *Les Cahiers du MIMMOC* [En ligne], 2009, n°5, disponible à l'adresse suivante : <http://mimmoc.revues.org/422>. (consultée le 29 avril 2017).

14 EPINOUX Estelle, « Les murs de la paix en Irlande du Nord », *op. cit.*, p. 25.

15 COMMUNITY RELATIONS COUNCIL, NORTHERN IRELAND PEACE MONITORING REPORT, *op. cit.*, p. 64; Belfast Interface Project, « Interface Map and database, overview » disponible à l'adresse suivante : <https://www.belfastinterfaceproject.org/interfaces-map-and-database-overview>. (consultée le 10 juillet 2017). À cet égard, il est utile de préciser que la *peaceline* peut prendre des formes diverses (mur, barrière ou division naturelle comme rivière, route, etc.) mais n'est considérée comme telle que si elle répond à un objectif de division entre deux communautés conflictuelles.

16 BALLIF Florine, « Murs de sécurité et politique de maintien de l'ordre à Belfast », *op. cit.*

17 EPINOUX Estelle, « Les murs de la paix en Irlande du Nord », *op. cit.*, p. 24.

et nourris d'une interprétation du social et d'une conception précise du mode de régulation envisagé »¹⁸. Dès lors, sa présence dans un environnement particulier déploie des effets qui lui sont propres.

Ensuite, il semble nécessaire de détailler quelque peu les identités qui sont au cœur du conflit. En Irlande du Nord, l'identification religieuse et l'identification nationale sont fortement inter-liées ; ce qui permet à certains de qualifier ces identités « d'ethno-nationales »¹⁹. Elles sont caractérisées par l'allégeance politique qui est portée à des nations différentes et se distinguent politiquement mais également culturellement et symboliquement²⁰. En effet, historiquement, les nationalistes, en faveur d'une réunification avec la République d'Irlande, sont majoritairement catholiques et se considèrent comme irlandais ; alors que les unionistes, en faveur du maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni, sont majoritairement protestants et s'identifient comme britanniques...bien que cela ne soit pas systématique²¹. Les protestants, qui représentaient environ deux tiers de la population nord-irlandaise pendant la première moitié du XX^e siècle, voient leur importance décroître alors qu'inversement, depuis les années 1960, les catholiques sont de plus en plus nombreux²².

Enfin, en ce qui concerne le concept de réconciliation, il doit être compris au sein d'un continuum entre d'une part, son paradigme minimaliste et d'autre part, son paradigme maximaliste²³. Le premier renvoie à « toute forme d'arrangement mutuel entre anciens ennemis »²⁴ alors que le second considère la réconciliation comme « un processus transcendantal impliquant vérité, justice et pardon »²⁵. Ce paradigme renvoie à une paix au sens où les parties au conflit partagent un projet de société et rendent l'émergence d'une société normalisée possible.

18 LASCOURMES Pierre et SIMARD Louis, « L'action publique au prisme des instruments. Introduction », *Revue française de science politique*, 2011, vol. 61, n°1, pp. 5-22 et LASCOURMES Pierre, « La gouvernamentalité : de la critique de l'État aux technologies du pouvoir », *Le Portique*, 2004, n°13-14, disponible à l'adresse suivante : <http://leportique.revues.org/index625.html> (consultée le 18 juillet 2017).

19 JARMAN Neil, *Material conflicts : parades and visual displays in Northern Ireland*, Oxford, Bloomsbury Publishing, 1997, p. 6 (notre traduction).

20 *Ibid.*

21 Les minorités catholiques vivant dans les zones à majorité protestante ont tendance à se reconnaître comme britanniques ; de même que la plupart des non-religieux, athées, agnostiques ou sans religion.

22 CENTRAL STATISTICS OFFICE AND NORTHERN IRELAND STATISTICS AND RESEARCH AGENCY, *Census 2011 Ireland and Northern Ireland* [Rapport], publié en juin 2014, disponible à l'adresse suivante : <http://www.cso.ie/en/census/census2011irelandandnorthernireland> (consultée le 15 juillet 2017).

23 MCGRATTAN Cillian, *Memory, Politics and identity. Haunted by history*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2013, pp. 16-17.

24 ROSOUX Valérie, « Portée et limites du concept de réconciliation. Une histoire à terminer », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2014, vol. 45, n°3-4, pp. 21-47.

25 *Ibid.* et MCGRATTAN Cillian, *Memory, Politics and identity. Haunted by history*, op. cit., 211 p.

Plusieurs auteurs avancent la nécessité, pour transformer les relations conflictuelles, d'un changement des identités collectives. Ces nouvelles identités permettraient alors d'inscrire les changements institutionnels de manière durable dans la société²⁶. Beaucoup considèrent également que le rôle des acteurs de terrain et de la société civile s'inscrit dans cette construction de nouvelles formes d'identité collective et de solidarité...même si ce travail de terrain n'est pas suffisant et doit s'accompagner d'une volonté politique plus large. Certains auteurs mettent également en garde contre la temporalité de la réconciliation en soulignant qu'une réconciliation ne peut être « imposée par décret »²⁷, le temps de la réconciliation politique n'étant dès lors pas forcément le même que celui de la réconciliation civile.

Néanmoins, il semble important de préciser que cette logique systématique de réconciliation ne s'applique pas partout, en tout temps. En effet, penser qu'il y avait forcément des relations pacifiées avant la violence serait faire l'impasse sur toutes une série de cas, dont celui de l'Irlande du Nord. Dans le cas présent, la fin d'un conflit ouvre une ère nouvelle au sein de laquelle des parties qui ont toujours été conflictuelles se voient obligées de s'inscrire dans un cadre étatique et institutionnel commun. Il semble alors que l'aspect mémoriel et identitaire a ici une place singulièrement fondamentale.

Dans l'optique d'une réconciliation maximaliste, des aménagements ou adaptations mémoriels sont nécessaires : à terme, une vision unique du passé devra se substituer à la cohabitation de deux ou plusieurs représentations du passé²⁸. Il est possible de penser qu'une adaptation mémorielle, ainsi qu'une reconnaissance mutuelle entre les parties comme légitimes et égales, permettraient l'établissement d'identités nouvelles durables – neutralisant alors les identités qui précédaient le conflit – et d'une éventuelle réconciliation²⁹. En effet, le fait d'intégrer le récit de l'autre permettrait de dépasser le *zero sum identity conflict*, ce conflit identitaire où chaque pas vers l'autre compromet la légitimité de l'acteur qui se revendique d'une identité particulière³⁰.

26 ROSOUX Valérie, « Portée et limites du concept de réconciliation. », *op. cit.* et POWER Maria, *Building Peace in Northern Ireland*, Liverpool, Liverpool University Press, 2011, p. 30.

27 ROSOUX Valérie, « Réconciliation post conflit : à la recherche d'une typologie », *Revue internationale de politique comparée*, 2015, vol. 22, n°4, p. 576.

28 ROSOUX Valérie, « Portée et limites du concept de réconciliation. Une histoire à terminer », *op. cit.*, p. 26.

29 KELMAN Herbert C., « Reconciliation as Identity Change: A Social Psychological Perspective », in BARSIMAN-TOV Yaacov (dir.), *From Conflict Resolution to Reconciliation*, Oxford, Oxford University Press, 2004, pp. 111-124 et VERDEJA Ernesto, « The elements of political reconciliation », in HIRSCH Alexander Keller (Ed.), *Theorizing post-conflict reconciliation*, New York, Routledge, 2012, p. 166.

30 MCGRATTAN Cillian, *Memory, Politics and identity. Haunted by history*, *op. cit.*, p. 17

L'Irlande du Nord est souvent perçue comme une société fondamentalement divisée : société au sein de laquelle des groupes définis – en termes « ethniques » – sont à l'origine d'une segmentation antagoniste de la société, sur base d'identités qui sont hautement politiques et qui résistent au temps et à diverses problématisations³¹. Le clivage au sein de ce type de société est dû à un conflit autour de la légitimité de l'État³². Le continuum sur lequel s'inscrivent les différents paradigmes de la réconciliation pourrait, dans ce type de société, être envisagé comme les différentes étapes de transition entre une société conflictuelle et une société pacifiée selon cet idéal de réconciliation maximale³³ où les identités liées au conflit ne caractériseraient plus le clivage politique structurel et qu'ainsi, les citoyens pourraient s'approprier des nouvelles identités qui transcendent l'ancien clivage³⁴.

Le dispositif de *peacelines* comme porteur de normes sociales et régulateurs des interactions sociales

Le dispositif de *peacelines* interagit avec les individus et l'environnement dans lequel il s'inscrit. Sa présence influence les comportements et les interactions des individus entre eux. Ainsi, il va agir en régulateur des relations sociales. En effet, dans un premier temps, il est utilisé pour réguler le niveau de violence entre les communautés conflictuelles. Ce dispositif régule ainsi les interactions sociales en limitant les possibilités et les opportunités pour des personnes issues des deux communautés de se rencontrer. En plus de cela, il matérialise une conception particulière des rapports sociaux et de la société comme nécessairement conflictuels. Ce dispositif n'est donc pas neutre et véhicule un référent cognitif qui est intériorisé par les individus qui appliquent les règles tacites que le dispositif distille dans l'environnement.

I. Structuration du territoire et isolement socio-économique

Au départ pensée comme une solution temporaire et de substitution à la présence de l'armée britannique comme force d'interposition, la *peaceline* devient très vite un instrument de « gestion des ten-

31 LUSTICK Ian, « Stability in Deeply Divided Societies: Consociationalism versus Control », *World Politics*, 1979, vol. 31, n°3, p. 325.

32 NAGLE John et CLANCY Mary-Alice C., *Shared society or benign apartheid? Understanding peace-building in divided societies*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010, p. 1.

33 NAGLE John et CLANCY Mary-Alice C., *Shared society or benign apartheid? op. cit.*, pp. 20-21.

34 VERDEJA Ernesto, « The elements of political reconciliation », *op. cit.*, p. 166.

sions » par l'armée et ensuite la police³⁵. Elle est alors érigée sur base de concertation avec les riverains, la plupart du temps à la demande d'une communauté³⁶. Par conséquent, le dispositif de *peacelines* à Belfast n'est pas total mais sa présence est limitée à certains quartiers - historiquement conflictuels ou qui connaissent régulièrement des épisodes de confrontations sectaires - au sein desquels il y a un sentiment d'insécurité et de méfiance vis-à-vis de la communauté voisine. D'ailleurs, la construction de *peacelines* s'étend sur une période bien plus longue que la période stricte des *Troubles*³⁷.

Plus largement, la *peaceline* résulte en une division territoriale : elle démarque l'espace en communautés distinctes. Cette structuration amène alors les communautés à être centrées sur elles-mêmes et à développer une logique territoriale propre³⁸, qui « colle » à leur réputation³⁹. Des symboles identitaires sont utilisés pour créer une logique d'inclusion et d'exclusion en délimitant chaque zone uniconfessionnelle⁴⁰. Cette organisation spatiale *de facto* de la ville est tant le résultat que la cause de la violence intercommunautaire. En effet, celle-ci « [est] un facteur déterminant dans la répartition spatiale des communautés »⁴¹ mais elle a également eu comme effet de « territorialiser la violence et [d'] organiser l'affrontement entre les quartiers et leur milices paramilitaires »⁴². En effet, « 70% des assassinats pendant la période des *Troubles* ont eu lieu à moins de 500 mètres d'une *peaceline* »⁴³.

Signalons également que la majorité des *peacelines* se situent dans les zones les plus défavorisées de Belfast⁴⁴ : en effet, « les quartiers divisés par une *peaceline* font partie des 10% des quartiers les plus

35 BALLIF Florine, « Murs de sécurité et politique de maintien de l'ordre à Belfast », *op. cit.*

36 *Ibid.* et entretien avec Neil JARMAN, directeur du *Institute of Conflict Research*, le 18 mai 2017 à Belfast.

37 Les *Troubles* renvoient à la période de 1969-1998 pendant laquelle les deux communautés se sont affrontées de manière violente au travers de différents groupes paramilitaires.

38 HEALY Aisling, « Parades nord-irlandaises : le discours des parcours », *Cultures et conflits*, 2004, vol. 56, pp. 183-207.

39 Entretien avec Jonny BYRNE, professeur à *Ulster University*, le 18 mai 2017, à Belfast, (notre traduction).

40 *Ibid.*

41 BALLIF Florine, « Les *peacelines* de Belfast, entre maintien de l'ordre et gestion urbaine », *Cultures et Conflits*, 2009, vol. 73, p. 76.

42 TOSSEUR Renée, « Fresques et marches orangistes. Murs et transgressions Irlande du Nord », *Les Cahiers du MIMMOC* [En ligne], 2009, n°5, disponible à l'adresse suivante : <http://mimmoc.revues.org/416>, (consultée le 29 avril 2017).

43 Entretien avec Rhonda LYNN et Stephen MCGRATH, représentants d'*International Funds for Ireland*, 16 mai 2017, (notre traduction).

44 LEONARD Madeleine, « Teens and territory in Contested Spaces : Negotiating Sectarian Interfaces in Northern Ireland », *Children's geographies*, 2006, vol. 4, n°2, pp. 225-238 ; EPINOUX Estelle, « Les murs de la paix en Irlande du Nord », *op. cit.*, p. 31 et entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*,

précarisés socio-économiquement en Irlande du Nord »⁴⁵. Cela ajoute une dimension de classe sociale au dispositif : la présence de *peace-lines* est considérée comme liée aux *working-class communities*⁴⁶.

Depuis 1998, peu de changements sont visibles au sein de ces communautés, historiquement au cœur du conflit. Par conséquent, ces communautés, surtout unionistes, se sentent alors délaissées (« *left behind* »⁴⁷) par l'Accord de paix. En effet, malgré les investissements massifs dans cette région depuis 1998, le seul aspect visible de changement réside dans la diminution du niveau de violence. Ces investissements, qu'ils soient économiques ou sociaux, bénéficient peu aux communautés locales et selon Jonny BYRNE, il y a peu de redistribution des *peace dividend*⁴⁸. Ce sentiment de délaissement est renforcé par la présence du dispositif qui accentue non seulement leur isolement social et économique⁴⁹, mais également leur retranchement identitaire et polarise leur position sur le clivage identitaire. À leurs yeux, l'Accord de paix est un accord entre élites politiques⁵⁰. D'ailleurs, certains le rejettent⁵¹, rendant alors la transition vers une société pacifiée plus difficile.

Notons également que le partage de cette précarité socio-économique ne permet pas de créer du lien social entre ces communautés précarisées de part et d'autre du clivage identitaire⁵². La division physique et symbolique instaurée par le dispositif de *peace-lines* limite les opportunités d'établir des liens sociaux intercommunautaires⁵³ ; renforçant encore les attitudes et les positions identitaires.

le 25 mai 2017.

45 BYRNE Jonny, GORMLEY Cathy Heenan, ROBINSON Gillian, *Attitudes to Peace Walls* [Research Report], 2012, Office of the First Minister and Deputy First Minister, 32 p. (notre traduction).

46 ÉPINOUX Estelle, « Les murs de la paix en Irlande du Nord », *op. cit.*, pp.23-33 et entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

47 Entretien avec Sarah LORIMER, responsable du *Peacewall program* au sein de *Lower Oldpark Community Association*, 16 mai 2017.

48 Ce terme de *peace dividend* renvoie à l'idée que les investissements politiques économiques ou sociaux réalisés à la suite de l'Accord de paix ne bénéficient pas de la même manière à toutes les parties de la population. La paix n'est donc pas perceptible de la même manière par tous. ; Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

49 RAVENSCROFT Emily, « The Meaning of the Peace-lines of Belfast », *op. cit.*, pp.213-221.

50 FÉRON Elise, « Irlande du nord : une réconciliation incertaine », *Cultures et conflits*, 2000, vol. 40, n°1, pp. 15-35.

51 Par exemple, un certain nombre de groupes paramilitaires dissidents sont toujours assez actifs dans ces communautés précarisées.

52 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

53 HUGUES Joanne et al., « Segregation in Northern Ireland. Implications for community relations policy », *Policy studies*, 2007, vol. 28, n°1, pp. 35-53.

II. Déplacements contraints et duplication de structures publiques

La « géographie confessionnelle »⁵⁴ a plusieurs effets. D'une part, elle contraint les déplacements et d'autre part, elle induit un usage exclusif des services de proximité. Par leurs usages et pratiques, les habitants « dessinent une ville en archipel, où les liens entre quartiers sont fondés sur les réseaux de sociabilités constitués sur les appartenances confessionnelles »⁵⁵. Par conséquent, il y a un coût important, tant en termes financiers qu'en termes sociaux⁵⁶, qui est lié à la duplication des services ainsi que des structures publiques⁵⁷. Cette duplication de services est coûteuse mais inévitable à Belfast car leur organisation spatiale dépend de la question suivante : « est-ce que les utilisateurs se sentiront suffisamment en sécurité pour les utiliser ? »⁵⁸. Cette même logique a historiquement dessiné le parcours des transports en commun. En effet, il est difficile de relier, en bus, deux quartiers antagonistes de Belfast Ouest tels que Shankill et Falls sans passer par le centre-ville⁵⁹. Le transport scolaire suit également ce schéma organisationnel sectaire. Non seulement, cela a un coût financier mais cela entretient également une logique de division et de ségrégation au sein de la société.

Le dispositif interagit donc de manière forte avec les acteurs et l'environnement dans lequel il s'inscrit. Il régule ainsi les comportements et renvoie à des normes sociales et une représentation particulière : celle d'une société divisée, ségréguée au sein de laquelle il y a un sentiment de menace omniprésent.

III. Sentiment de méfiance et peur d'inculturation

En effet, la proximité entre les zones résidentielles unionistes et nationalistes est également porteuse d'un sentiment de menace permanent au vu de frontières « modulables et poreuses »⁶⁰ entre leurs territoires respectifs. La crainte d'être envahi par l'Autre règne et témoigne d'une peur : celle de voir sa culture assimilée à celle de l'autre communauté (*inculturation*)⁶¹. Avoir conscience de la persis-

54 BALLIF Florine, « Artefacts sécuritaires et urbanisme insulaire : les quartiers d'habitat social rénovés à Belfast », *Espaces et sociétés*, 2012, vol. 150, n°2, pp. 71-72.

55 *Ibid.*

56 Entretien anonyme avec un membre du City Council de Belfast, *op. cit.*

57 Entretien avec Scott BOLDT, manager de *Suffolk Lenadoon Interface Group*, le 22 mai 2017.

58 Entretien anonyme avec un membre du City Council de Belfast, *op. cit.* (notre traduction).

59 Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.*

60 HEALY Aisling, « Parades nord-irlandaises : le discours des parcours », *op. cit.*

61 Entretien avec Sarah LORIMER, *op. cit.*

tance de ce sentiment de méfiance et de peur⁶² est essentiel pour comprendre pourquoi un certain nombre de *peacelines* ont été construites ou étendues après les cessez-le-feu de 1994 et même après l'Accord de paix, alors que le niveau de violence physique était en forte baisse⁶³.

Les acteurs rencontrés expliquent que le sentiment de peur, bien qu'irrationnel, est bien réel et ne doit pas être dénigré⁶⁴. Non seulement, le besoin de sécurité est un besoin primaire⁶⁵ mais, ce sentiment de peur de l'Autre est également accentué par la perception de l'existence d'une menace existentielle⁶⁶. Les besoins des deux communautés diffèrent : vu la croissance démographique de la communauté nationaliste, celle-ci a besoin de logements. Par conséquent, la communauté unioniste se sent menacée par l'accroissement de cette autre communauté et, pour elle, la recherche de sécurité est primordiale⁶⁷. En effet, il existe un sentiment d'envahissement très important au sein de cette communauté, sentiment qui est renforcé en partie par le souvenir de voir des quartiers anciennement unionistes être entièrement repeuplés par des familles nationalistes. Cette logique justifie alors à leurs yeux la construction de *peacelines*⁶⁸.

Ce sentiment d'insécurité est accentué par le contexte politique instable dans lequel se déroule la transition en Irlande du Nord. Cette instabilité, en rendant incertain et fragile l'Accord de paix, renforce le sentiment de peur⁶⁹. De plus, l'Accord de paix cause en partie ce ressenti en ce qu'il a créé une solution qui répond à une logique de somme nulle entre les communautés (*zero sum logic*)⁷⁰. En effet, aucune partie n'a gagné le conflit et la question de la souveraineté politique n'a jamais été réellement résolue. Il y a donc, principalement au sein de la communauté unioniste, le sentiment que tout ce qui est « donné » aux nationalistes leur est repris. Dès lors, une méfiance vis-à-vis des nationalistes s'installe : leur agenda politique aurait comme

62 Ceci a été évoqué par l'ensemble des intervenants (voir par exemple, Entretien avec Bill ROLSTON, professeur à Ulster University, le 22 mai 2017).

63 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.* et CUNNINGHAM Niall et GREGORY Ian, « Hard to miss, easy to blame? Peacelines, interfaces and political deaths in Belfast during the Troubles », *Political Geography*, 2014, vol. 40, p. 65.

64 Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.* ; Entretien avec Bill ROLSTON, *op. cit.*

65 Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.*

66 *Ibid.* ; Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

67 Entretien anonyme avec un membre du *Forthspring Intercommunity Group*, le 23 mai 2017.

68 *Op. cit.*

69 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

70 Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.*

objectif l'anéantissement de la culture britannique⁷¹. Les interactions politiques sont alors jugées à travers ce prisme de la méfiance et le moindre événement polarisant risque d'être déclencheur d'instabilité et même peut-être d'hostilités⁷².

Alors que certaines politiques publiques envisagent le retrait des *peacelines*, beaucoup affirment que la relation de confiance entre les communautés est toujours à construire, surtout dans certains quartiers⁷³. À cet égard, affirmer que retirer les *peacelines* suffirait à réconcilier les communautés comporte comme risque de délégitimer ces communautés et la réalité de leur ressenti⁷⁴. En effet, le sentiment de peur n'est pas évoqué comme une excuse pour résister au changement et au retrait du dispositif mais est bien réel et est accentué par le dispositif lui-même ainsi que par la représentation cognitive que celui-ci véhicule⁷⁵. Par conséquent, il est nécessaire d'assurer aux personnes vivant à proximité d'une *peaceline* que le retrait de celle-ci ne menacera pas leur sécurité : l'importance des *peacelines* pour le citoyen réside en ce que leur présence les rassure⁷⁶. Beaucoup s'opposent alors à leur retrait car ils perçoivent que cela représente un risque important pour leur sécurité existentielle⁷⁷. Les attitudes vis-à-vis des *peacelines* ou de leur potentiel retrait démontrent bien cela. En effet, les enquêtes régulièrement faites à ce sujet suggèrent que moins de 5% des enquêtés seraient prêts à ce que la *peaceline* de leur quartier soit retirée immédiatement, alors qu'en ce qui concerne l'avenir, le pourcentage s'élève jusqu'à 50% (« if things are safe, maybe. »)⁷⁸. Notons cependant, que cette notion « d'avenir » n'est en rien définie dans le temps.

71 *Ibid.*

72 Un exemple éclairant : l'épisode dit du *Flag Protest* qui a eu lieu en décembre 2012 et qui a eu comme conséquence de « repolariser » les positions de chaque communauté. Cet épisode se réfère à une décision de la Mairie de Belfast de ne « faire flotter » le drapeau de l'*Union Jack* que certains jours et non plus quotidiennement comme c'était le cas précédemment. La communauté unioniste a protesté fortement contre cette décision, et des épisodes violents ont eu lieu. La conséquence globale de cette controverse fut une polarisation accrue des positions et une détérioration dans les relations intercommunautaires. Cela démontre bien le sentiment de menace permanent qui règne au sein des communautés et particulièrement de la communauté unioniste.

73 Entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*, *op. cit.* ; Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.* et entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

74 RAVENSCROFT Emily, « The Meaning of the Peacelines of Belfast », *op. cit.*, pp.213-221.

75 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.* et entretien avec Bill ROLSTON, *op. cit.* ; Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

76 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

77 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

78 Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.* et entretien avec Sarah LORIMER, *op. cit.*

Le dispositif de peacelines comme un instrument symptomatique de la division symbolique

D'une part, la *peaceline* renvoie à une représentation cognitive particulière : celle d'une société largement divisée, dans laquelle ce dispositif s'inscrit. Ainsi, elle serait symbolique de la division existante⁷⁹, qui est symptomatique d'un problème plus fondamental toujours non résolu⁸⁰. Les *peacelines* ne sont lors pas la cause des divisions mais plutôt un symptôme de ces divisions⁸¹. D'autre part, ce dispositif de *peacelines* façonne les rapports sociaux. En effet, les identités ethno-politiques sont renforcées par leur inscription dans le territoire et leur matérialisation physique par la *peaceline*. De plus, l'organisation spatiale de la ville autour des *peacelines* renforce également la ségrégation existante dans notamment deux domaines : la ségrégation résidentielle et la ségrégation scolaire.

I. La ségrégation spatiale : le partage de l'espace public ou le phénomène de cultural wars

Depuis les cessez-le-feu de 1994 et la conclusion de l'Accord de paix, il y a une résurgence du conflit lié aux identités et à leurs inscriptions dans le territoire⁸². En effet, cet accord a pacifié les relations violentes plus qu'il n'a résolu le problème à la base du conflit. Belfast, ville spatialement ségréguée, est alors proie à un phénomène de *cultural wars* : le conflit politico-militaire s'est transformé en un conflit politico-culturel⁸³. Dès lors, l'espace public est disputé de manière symbolique à l'aide de fresques murales, de processions communautaires commémoratives, de drapeaux irlandais, anglais ou paramilitaires. Il y a donc une concurrence dans l'occupation symbolique de l'espace entre les unionistes et les nationalistes.

L'affichage de symboles pour affirmer un territoire est surtout utilisé au sein des communautés précarisées de Belfast, quadrillées par des *peacelines*. En ce sens, la *peaceline* conditionne un environne-

79 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

80 « *I think segregate facilities are symptom of the society and (...) all the symptom that we've talked about, those don't cure the underline problem. The underline problem, if you'd cure the underline problem then the symptom would disappear. I know that sounds...but that's the issue* » extrait issu de l'entretien avec Bill ROLSTON, *op. cit.*

81 « *Peacewalls aren't the cause of divisions, but they are symptoms of it* », Entretien avec Rhonda LYNN et Stephen McGRATH, *op. cit.*

82 HUGUES Joanne et al., « Segregation in Northern Ireland. Implications for community relations policy », *op. cit.*, pp.35-53.

83 COMMUNITY RELATIONS COUNCIL, *Northern Ireland Peace Monitoring Report, op. cit.*, p. 123.

ment dans lequel le « marquage » du territoire est présent. Elle participe alors au renforcement de ces identités par leur cloisonnement. Cette inscription des identités dans le territoire assure deux fonctions distinctes. Premièrement, elle permet à une personne d'identifier un territoire comme celui de sa propre communauté, ce qui crée une logique inclusiviste et d'auto-identification en affirmant une présence communautaire sur un territoire délimité⁸⁴. Deuxièmement, l'affichage des identités s'opère dans une logique exclusiviste pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté. En effet, cela assure qu'un membre de l'autre communauté ne se sente pas le bienvenu⁸⁵. Ces logiques réaffirment ainsi une identité par rapport à une autre et participent à la création d'une dialectique identitaire.

III. « It's a physical world but it has mental barriers around it »⁸⁶ : le rôle de l'identité

Les quartiers délimités par les *peacelines* sont donc balisés visuellement et physiquement par des marqueurs identitaires tels que les fresques, drapeaux, ou encore la coloration des bords des trottoirs. Ces différents aspects participent à la construction identitaire par l'inscription de ces éléments mémoriels dans le territoire.

Pierre GINET associe la notion de territoire⁸⁷ à celle de mémoire et affirme que l'aménagement du territoire en tant que tel est porteur de mémoire ; la mémoire étant alors un outil de cohésion sociale et territoriale⁸⁸. Dès lors, ces marqueurs identitaires réactivent constamment la mémoire du conflit. Les divisions physiques et marqueurs matériels de ces divisions qui reproduisent des événements contestés passés ou plus récents ont une importance particulière et jouent un rôle mémoriel. La « mémoire est ainsi renouvelée, et actualisée par de nouvelles références produites au cours du conflit qui viennent lui donner davantage d'actualité, d'emprise sur le présent et de pouvoir de mobilisation »⁸⁹. Mais plus encore, les identités se forgent dans une revendica-

84 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

85 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

86 *Op. cit.*

87 GINET Pierre, « Le territoire, un concept opératoire », *Documentaliste-Sciences de l'Information*, 2012, vol. 49, pp. 26-27.

88 GINET Pierre, « La mémoire au prisme de l'aménagement. Une perspective géographique pour lire le monde », in GRANDJEAN Geoffrey, HENRARD Gaëlle et PAULUS Julien (dir.), *Mémoires déclinées. Représentations, actions, projections*, Liège, Les Territoires de la Mémoire, 2016, p. 185.

89 *Ibid.*

tion politique pour une maîtrise d'un territoire particulier : il y a donc, dans la construction de l'identité, une véritable importance laissée « à la terre et à son drapeau »⁹⁰.

Indépendamment des notions de mémoires, la définition d'une identité est caractérisée par l'altérité dans laquelle elle s'inscrit⁹¹ : l'identité se définit ainsi « contre » l'autre ou par la négation de l'autre⁹². Il y a donc une relation dialectique entre les identités présentes sur le territoire nord-irlandais : « la dynamique de clivage entre les deux communautés est fondamentale »⁹³ dans cette construction identitaire. Ainsi, l'appropriation de l'espace par les communautés renvoie à une représentation particulière qu'elles se donnent d'elles-mêmes et de leur histoire. Le territoire devient alors politique⁹⁴.

L'ensemble de ce dispositif (la *peaceline* ainsi que les marqueurs identitaires qui caractérisent l'environnement dans lequel elle s'inscrit) participe alors à la matérialisation d'une conception de la société comme nécessairement divisée et ségréguée le long d'un clivage identitaire, qui est accentué par des facteurs de condition sociale ; mais également comme nécessairement conflictuelle car ces identités et mémoires sont mises en concurrence⁹⁵. Cela institue un climat d'incertitude permanent, accentué par le sentiment d'insécurité car l'existence d'une menace existentielle est dépeinte partout, de manière constante. Ainsi, les identités ethno-nationales sont renforcées car elles s'inscrivent dans l'espace physique et dans « l'organisation spatiale urbaine »⁹⁶.

Les personnes évoluant dans la *middle class* se sentent moins enfermées dans une logique d'opposition car elles ont plus d'opportunités de rencontrer des personnes venant d'un autre *background* (notamment à l'université, au travail ou en utilisant le centre-ville par

90 TOSSER Renée, « Fresques et marches orangistes. », *op. cit.*

91 GINET Pierre, « La mémoire au prisme de l'aménagement. Une perspective géographique pour lire le monde », *op. cit.*, p. 186.

92 Un des facteurs explicatifs renvoient à l'histoire de la région : comme mentionné précédemment, la région principalement peuplée de personnes de religion catholique fut colonisée par des anglais et écossais de religion protestante. S'ajoute à cela, la question de la souveraineté politique selon laquelle les catholiques revendiquent un rattachement à la République d'Irlande alors que les protestants sont en faveur d'un maintien dans le Royaume-Uni ; HEALY Aisling, « Parades nord-irlandaises : le discours des parcours », *op. cit.*, pp.183-207.

93 TOSSER Renée, « Fresques et marches orangistes », *op. cit.*

94 DI MÉO Guy, *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 16.

95 GRANDJEAN Geoffrey et JAMIN Jérôme, *La concurrence mémorielle*, Paris, Armand Colin, 2011, 256 p.

96 BALLIF Florine, « Les *peacelines* de Belfast, entre maintien de l'ordre et gestion urbaine », *op. cit.* ; NAGLE John et CLANCY Mary-Alice C., *Shared society or benign apartheid ? Understanding peace-building in divided societies*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010, 247 p.

exemple), ce qui tend à adoucir leur position identitaire. *A contrario*, les personnes qui vivent le long d'une *peaceline* sont imprégnées de cet environnement dual et clivé de manière tellement forte que certaines personnes intériorisent ce dispositif ainsi que la division sociale à laquelle il renvoie. Elles ne perçoivent donc plus la présence de *peacelines* comme un instrument de division. Elles ne la remettent plus en question et sa présence devient naturelle⁹⁷. En effet, ces citoyens évoluent possiblement toute leur vie dans un environnement ségrégué et intériorisent donc la contrainte ainsi que la logique cognitive que le dispositif leur impose⁹⁸ :

Lorsque les gens vivent dans des communautés ségréguées, ils vivent avec et uniquement avec des personnes de leur propre communauté. Cela forme leurs opinions et attitudes. À la différence des personnes qui vont à l'université, eux n'ont pas l'opportunité de se mélanger et de rencontrer des personnes différentes, originaires de communautés et cultures différentes. Parfois même, si vous vivez dans une communauté isolée, vous pouvez ne rien connaître de plus que cette communauté⁹⁹.

Cette absence totale d'interaction dans un schéma neutre et non-violent renforce ce sentiment de peur et contribue à l'isolement socio-économique, comme expliqué précédemment¹⁰⁰.

La *peaceline* met donc en pratique la dimension identitaire de la communauté dans laquelle elle s'inscrit (« the *peacelines* are tied to housing and community identity »)¹⁰¹. Ce dispositif sécuritaire et identitaire (*peacelines*, marqueurs identitaires, CCTV¹⁰²,...), bien que voulu par le citoyen, est très violent symboliquement et renforce la polarisation de la société. En effet, il semblerait que les positions identitaires sont, ces dernières années, plus polarisées que ce qu'elles ne l'ont jamais été¹⁰³. Cela se remarque lorsqu'une attention particulière est

97 Entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*, *op. cit.* ; Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

98 Il convient également de mettre en garde contre toute forme de déterminisme social. En effet, une personne vivant à côté d'une *peaceline* n'intériorise pas systématiquement la division, ainsi qu'elle n'a pas systématiquement une position claire et identitairement marquée, tout comme une personne issue d'un milieu plus aisé n'est pas systématiquement plus favorable au retrait des marqueurs identitaires, à l'émergence d'une nouvelle identité ou à l'apparition de structures sociales communes. Cependant, beaucoup mettent en avant cette corrélation entre le niveau de ségrégation (qui induit des attitudes particulières) et le niveau social, où les classes sociales les plus précarisées ont plus de chance d'être très fortement ségréguées que les classes sociales moyennes plus affluentes ; HUGUES Joanne et al., « Segregation in Northern Ireland. Implications for community relations policy », *op. cit.*, p. 35 ; Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.* ; Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.* et entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

99 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.* (notre traduction)

100 *Ibid.*

101 Entretien avec Sarah LORIMER, *op. cit.*

102 Ces caméras de surveillance sous contrôle de la police, disposées un peu partout dans les rues au Royaume-Uni.

103 Entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*, *op. cit.*

prêtée aux évènements et activités culturels, ces derniers renvoyant automatiquement à un héritage culturel et identitaire précis¹⁰⁴. Ainsi, la démonstration de symboles identitaires et la *cultural war* renforce le sentiment d'insécurité et de menace imminente d'*inculturment*. D'ailleurs, beaucoup affirment que le dispositif de *peacelines* crée une dynamique propre d'exacerbation des identités dialectiques¹⁰⁵.

Le dispositif de *peacelines* comme instrument de perpétuation de la ségrégation

Le dispositif de *peacelines*, par les conceptions cognitives et sociales auxquelles il renvoie, s'avère être une demi-solution au problème initial en ce qu'il entérine la situation de conflit¹⁰⁶. Non seulement, sa présence affecte l'environnement sur le long terme mais en plus, il est difficile de le retirer une fois installé. Par ailleurs, nombreuses sont les structures sociales et publiques qui sont ségréguées à Belfast. Ainsi, le dispositif de *peacelines* s'inscrit dans un environnement plus largement ségrégué ; et selon les acteurs rencontrés, il participerait à entretenir cette ségrégation. Deux types de ségrégation sont mis en avant : la ségrégation résidentielle ainsi que la ségrégation scolaire. Ces deux types de ségrégation – résultant de facteurs historiques – n'ont cependant pas disparu avec la pacification du conflit. Actuellement jusqu'à 40% de la population vivrait dans des communautés ségréguées selon une division ethno-identitaire¹⁰⁷. Ainsi, depuis la fin des années 1990, le niveau de ségrégation résidentiel augmente paradoxalement à une période de gouvernement partagé et d'institutionnalisation de la paix au niveau politique¹⁰⁸. La ségrégation scolaire est importante car seulement 7% de jeunes en âge d'obligation scolaire sont scolarisés dans une « école intégrée »¹⁰⁹; et ce malgré le fait que 55% de Nord-irlandais se disent prêts à ce que leurs enfants soient scolarisés dans une école qui accepte les deux communautés¹¹⁰.

104 *Ibid.*; nous pensons notamment à l'épisode du *Flag Protest* évoqué plus haut.

105 RAVENSCROFT Emily, « The Meaning of the Peacelines of Belfast », *op. cit.*, pp.213-221.

106 BALLIF Florine, « Les peacelines de Belfast, entre maintien de l'ordre et gestion urbaine », *op. cit.*, p. 75.

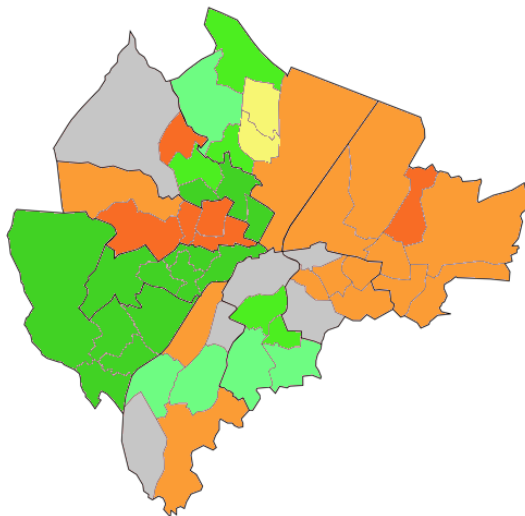
107 MC GRELLIS Sheena, « In transition: young people in Northern Ireland growing up in, and out of, divided communities », *Ethnic and Racial studies*, 2010, vol. 33, n°5, p. 765.

108 HUGUES Joanne et al., « Segregation in Northern Ireland. Implications for community relations policy », *op. cit.*, p. 36.

109 COMMUNITY RELATIONS COUNCIL, *Northern Ireland Peace Monitoring Report*, *op. cit.*, p. 121.

110 SCHUBOTZ Dirk et DEVINE Paula (Ed.), *Young people in post-conflict Northern Ireland*, Lyme Regis, Russell House, 2008, p. 8 ; Entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*, *op. cit.*

Figure 2. Structuration de la ville de Belfast en quartiers



En verts représentant les quartiers majoritairement habités par catholiques, en orange les quartiers majoritairement habités par des protestants et en gris, les quartiers mixtes.

DrKay, «Belfast Wards Protestant percentage 2011», *Wikipédia*, disponible à l'adresse suivante: <https://commons.wikimedia.org> (consultée le 25 juillet 2017).

Remarquons que ces deux types de ségrégation sont fortement liés à la ségrégation spatiale (accentuée par le dispositif de *peace-lines*) et ont un impact important en termes de construction identitaire conflictuelle ; et ainsi de réconciliation.

D'une part, les acteurs mettent en avant que, de manière naturelle, un citoyen nord-irlandais va évoluer et se socialiser dans un environnement ségrégué. En effet, souvent l'école fréquentée est celle la plus proche du quartier où l'on vit. Ainsi, les personnes plus précarisées, évoluant dans un environnement ségrégué et qui sont moins mobiles socialement, vont presque systématiquement dans une école composée majoritairement (ou intégralement) de personnes de leur *background* identitaire, renforçant cette logique de communautés séparées. D'autre part, en plus de l'existence de deux réseaux scolaires, il n'y a pas de récit commun du passé en Irlande du Nord. Par conséquent, il n'y a pas de *curriculum* commun aux écoles pour le cours d'histoire. Cela pose question en termes de construction identitaire

et de réactivation de cette concurrence mémorielle¹¹¹. Effectivement, l'absence d'histoire (« *narrative* ») commune laisse place à des discours communautaires et mémoriels concurrentiels¹¹².

Ainsi, ces deux systèmes sociaux sont ségrégués et s'inscrivent d'une certaine manière dans la logique territoriale de chaque communauté, qui est accentuée par le dispositif de *peacelines*. L'ensemble de ce système contribue à renforcer d'une part, les identités conflictuelles et polarisées et d'autre part, la ségrégation qui caractérise la société nord-irlandaise :

Cela devient un cycle qui s'auto-reproduit : vous grandissez dans une communauté ségréguée. Vous allez à l'église, à l'école, vous vous socialisez avec des personnes issues de votre communauté. Ensuite, vous déménagez et éventuellement, avez la chance de vous mélanger avec d'autres à l'université ou au travail où vous partagez alors un environnement commun. Mais, étant donné que vous vous sentez plus à l'aise avec des personnes de votre communauté, que vous connaissez depuis toujours, vous avez tendance à rester avec eux car vous êtes "de ce côté de la société". *In fine*, vous reproduisez cette logique car vous éduquez vos enfants dans ce même genre d'environnement¹¹³.

La résistance aux *peacelines* : le contournement du dispositif par les *cross-community groups*

Après avoir observé les effets du dispositif et de l'environnement dans lequel il s'inscrit, il semble intéressant de comprendre les initiatives des acteurs qui cherchent à le contourner.

Les *cross-community groups* sont des structures impliquées dans le développement de relations intercommunautaires. Ils travaillent activement à diminuer le sentiment d'insécurité et de méfiance entre les communautés pour favoriser la normalisation¹¹⁴ de la société, via notamment le retrait progressif de certaines *peacelines*¹¹⁵.

Ces centres intercommunautaires – situés à proximité d'une *peace-line* et souvent dans des quartiers socio-économiquement précarisés – constituent la plupart du temps un des seuls lieux neutres et partagés pour les communautés locales. Ces centres, dont certains existaient

111 GRANDJEAN Geoffrey et JAMIN Jérôme, *La concurrence mémorielle*, op. cit.

112 L'année 2016 est un exemple particulièrement frappant. En effet, elle commémorait, au sein de la communauté unioniste, le centième anniversaire de la Bataille de la Somme (dont l'Angleterre a fort souffert pendant la Première Guerre mondiale) alors que la communauté nationaliste commémorait l'*Easter Rising* de 1916, début de la Guerre d'Indépendance de l'Irlande par rapport aux Anglais, qui s'est soldée par la partition de l'île en 1921.

113 Entretien avec Neil JARMAN, op. cit.

114 Entretien avec Ciaran SHANNON, manager du *Duncairn Community partnership*, 16 mai 2017.

115 Entretien anonyme avec un membre du City Council de Belfast, op. cit.

préalablement à l'Accord de paix¹¹⁶, résultent d'initiatives de membres de la société civile¹¹⁷. Depuis leur création, l'objectif des acteurs qui portent ces initiatives est de construire des relations durables entre les communautés en donnant aux habitants des opportunités de se rencontrer et de déconstruire les perceptions négatives (comme ennemis, liées à un sentiment d'insécurité, etc.)¹¹⁸ que les communautés ont l'une de l'autre. Par exemple, les personnes de communautés distinctes sont amenées à prendre conscience de leurs problèmes communs ou de l'intérêt pour chaque communauté de construire un avenir plus sûr et commun¹¹⁹. En effet, ces acteurs considèrent la création de relations durables et l'instauration d'un climat de confiance entre les communautés comme essentiels afin de permettre, sur le long terme, la dépoliarisation des positions de chaque communauté¹²⁰. Pour cela, l'existence d'espaces neutres et communs est primordiale. À cet égard, les groupes intercommunautaires œuvrent à la régénération d'espaces situés à proximités de *peacelines* afin de favoriser l'émergence d'espaces partagés¹²¹.

L'attitude des groupes intercommunautaires par rapport au dispositif de *peacelines* est différente en ce que les acteurs refusent de se laisser enfermer dans la logique cognitive que représente ce dispositif et œuvrent à le contourner. Michel FOUCAULT¹²², et Pierre LASCOURMES¹²³ par la suite, exposent que le sujet n'est pas passif face à un dispositif sociotechnique, qui traduit un rapport social particulier entre gouvernant et gouverné, mais qu'il interagit avec celui-ci pour construire une logique qui lui est propre et se construire comme sujet. Dès lors, les initiatives locales visant à créer de la coopération par-delà les *peacelines* s'inscrivent dans une logique de contournement du

116 Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.* ; Entretien anonyme avec un membre du *Forthspring Intercommunity group*, *op. cit.*

117 Entretien avec Ciaran SHANNON, *op. cit.*

118 Ces perceptions négatives étant souvent accentuées par la présence d'une *peaceline*, division physique qui témoigne d'un niveau de violence et d'insécurité élevés.

119 *Ibid.* ; Entretien avec Sarah LORIMER, *op. cit.* et entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.*

120 Entretien avec Ciaran SHANNON, *op. cit.*

121 Entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*, *op. cit.*

122 FOUCAULT Michel, *Dits et écrits. Tome IV*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 814-815. Théorie de la gouvernementalité. Concept qui désigne l'ensemble complexe d'institutions, de savoirs, de normes, de procédures et de calculs permettant à l'État moderne de consolider sa puissance en renforçant son contrôle sur la population. Cette théorie développe une nouvelle rationalité politique qui vise à consolider la puissance de l'État en développant des instruments d'intervention sociale prenant en charge la vie des individus et des groupes. L'État renforce alors son autorité par des techniques qui permettent d'encadrer l'individu et de guider sa conduite. Voy. NAY Oliver (dir.), *Lexique de science politique. Vie et institutions publiques*, Paris, Editions Dalloz, 2014, 500p.

123 LASCOURMES Pierre, « La gouvernementalité : de la critique de l'État aux technologies du pouvoir », *op. cit.*

dispositif et des normes/conceptions sociales auxquelles celui-ci renvoie. Effectivement, les acteurs cherchent à construire des relations de confiance durables à travers le clivage identitaire. Ils refusent ainsi de se conformer à cette conception des rapports sociaux comme conflictuels et nécessitant d'être pacifiés. Ainsi, par ces initiatives, ils résistent à l'instrument imposé de pacification qu'est le dispositif de *peacelines*.

Cette résistance s'inscrit aussi dans une résistance au discours des politiques locaux qui, tant dans leurs discours que par leur absence de mise en œuvre d'une politique publique effective à travers le clivage communautaire, s'appuient sur les identités conflictuelles. Il y a donc, au sein des acteurs de la société civile porteurs d'initiatives intercommunautaires, une réelle logique *bottom-up* de réconciliation et de contournement du dispositif sociotechnique qui la freine. Ces personnes remettent ainsi en question la relation de pouvoir et les relations sociales telles qu'elles sont dessinées par le dispositif de *peacelines*. Il semble utile d'illustrer cette analyse à l'aide de deux exemples choisis de coopération au niveau local.

Le premier exemple est celui du parc Alexandra, situé au nord-est du centre-ville de Belfast, dans une partie historiquement conflictuelle de la ville. Ce parc est célèbre car il est le seul parc d'Europe divisé par un mur. En effet, suite à des épisodes de violence, une *peaceline* a été construite dès décembre 1994 (quelques mois après les cessez-le-feu de l'IRA¹²⁴ et des paramilitaires loyalistes¹²⁵) afin de diviser le parc en deux. Le *Duncairn Community partnership*, un groupe *cross-community*, a travaillé pendant plusieurs années avec les membres de ces communautés locales afin qu'une porte soit installée dans la *peaceline*. Au départ ouverte selon un horaire limité, elle permet désormais le passage pendant toute la durée d'ouverture du parc (la journée donc). Depuis, ce groupe travaille sur un projet avec deux écoles du quartier (une protestante et une catholique) afin de mettre en place une *outdoor classroom* dans le parc, qui servirait de terrain neutre pour que les deux écoles se retrouvent dans cet espace au sein duquel les élèves apprendraient des notions liées à la nature et l'environnement¹²⁶. Concomitamment, ces acteurs travaillent à retirer 30 mètres de la *peaceline* qui sont devenus inutiles. Ils travaillent sur ces projets depuis deux ans et demi et affirment que c'est un processus long et très lent : « un pas en avant et en même temps, deux pas en arrière »¹²⁷,

124 *Irish Republican Army*, groupe paramilitaire principal du côté des nationalistes.

125 Le terme loyaliste est employé pour désigner les factions violentes de la communauté unioniste.

126 Entretien avec Ciaran SHANNON, *op. cit.*

127 *Ibid.* (notre traduction).

car non seulement, il faut l'accord de tous les riverains mais en plus, il y a des résistances à ce genre de projet de la part de politiciens locaux ou de groupements paramilitaires.

Le deuxième exemple concerne *Forthspring Intercommunity group*, un centre intercommunautaire situé sur la *peaceline* de *Springfield road*¹²⁸. Ce groupe a dernièrement amené les directrices de deux écoles situées chacune d'un côté de la *peaceline* à d'abord se rencontrer et ensuite collaborer sur divers projets. L'enthousiasme des deux directrices à travailler sur un projet commun est souligné, même s'il est nécessaire de rappeler que ces personnes n'auraient certainement pas collaboré si facilement si une initiative du groupe intercommunautaire ne les avait pas amenées à se rencontrer et simplement s'informer sur le fonctionnement mutuel des écoles. Désormais, les écoles travaillent ensemble sur plusieurs projets et parfois, la coopération permet de trouver des solutions pratiques pour améliorer la vie des élèves. Par exemple, une des écoles a une grande salle de fête et pas l'autre. Ainsi, il a été décidé que la seconde école pouvait utiliser la salle de fête de la première école pour la représentation de sa pièce de théâtre.

Ce niveau de coopération, aussi local soit-il, démontre une évolution dans les attitudes des personnes. Effectivement, cela signifie que les personnes impliquées se sentent suffisamment en confiance pour interagir avec, et au sein de, l'autre communauté. Les acteurs à l'origine d'initiatives telles que celles-ci évoquent l'importance d'établir de telles relations de confiance durables pour faire évoluer le processus de paix. Ce *cross-community group* peut également témoigner de l'évolution des attitudes. Il y avait jusqu'il y a peu, plusieurs *youth groups*¹²⁹ au sein du *Forthspring Intercommunity group*. Un pour les jeunes avec un *background* unioniste, un pour les jeunes avec un *background* nationaliste et un groupe mixte pour les enfants qui veulent se mélanger, ou dont les parents autorisent cela. Cette année, il n'y avait plus qu'un groupe mixte : les jeunes venant de deux communautés étaient donc mélangés. Cela démontre une évolution des attitudes au sein des communautés, notamment au sein des jeunes qui n'ont pas connu les violences des *Troubles*¹³⁰.

128 La particularité de ce centre intercommunautaire est celle-ci : ce bâtiment a une entrée tant du côté nationaliste que du côté unioniste de la *peacelines*.

129 Les *youth groups* sont des clubs pour les jeunes. Les jeunes sont répartis selon des tranches d'âge particulières et se retrouvent avec des éducateurs et animateurs pour faire des activités.

130 À ce sujet, les *Northern Ireland Life and Time Survey* sont instructives en ce qu'elles étudient l'évolution des attitudes sur le long terme par rapport au sentiment d'insécurité, à l'intégration scolaire, etc.

Cependant, les acteurs issus des *cross-community groups* déplorent le manque de soutien des acteurs politiques locaux par rapport à des initiatives comme celles-là, ce qui rend leur travail parfois difficile. De plus, ces initiatives sont précaires car elles dépendent fortement des personnalités présentes « au même moment, au même endroit » et qui acceptent de coopérer car travaillent individuellement vers un même but¹³¹ ; celui d'une société pacifiée, normalisée et intégrée¹³².

Ces initiatives dépendent également de financements qui, initialement (et avant l'Accord de paix), étaient extérieurs à l'Irlande du Nord et ses institutions. Ces financements étaient principalement américains (à travers l'International Fund for Ireland) et européens (plusieurs programmes européens de construction de la paix ont été mis en place en Irlande du Nord)¹³³. Depuis 1998, une partie du financement est allouée par le gouvernement nord-irlandais, de manière arbitrairement choisie par le *Community Relations Council*¹³⁴. Cependant, tous les acteurs mettent en exergue la diminution de ces financements depuis plusieurs années. L'existence des groupes intercommunautaires est désormais menacée tant le financement manque¹³⁵, ce qui est accentué par le futur *Brexit* : « survivre va être un problème majeur pour les groupes intercommunautaires qui soutiennent le processus de paix et de réconciliation »¹³⁶.

Ces groupes témoignent de la présence d'une société civile fort active et qui a su développer des éléments de coopération au niveau local¹³⁷, sans attendre de bénéficier d'un quelconque soutien politique ou institutionnel¹³⁸.

131 Par exemple, le *Duncairn Community Partnership* travaille beaucoup avec un agent de police du quartier. Entretien avec Ciaran SHANNON, *op. cit.*

132 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

133 Notamment les programmes européens PEACE. Entretien avec Rhonda LYNN et Stephen MCGRATH, *op. cit.* et PEYRONEL Valérie, « L'aide européenne et le programme pour la paix en Irlande du Nord », *Etudes irlandaises*, 2005, vol. 30, n°2, pp. 141-154.

134 Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.*

135 Entretien avec Bill ROLSTON, *op. cit.*

136 Entretien anonyme avec un membre du *Forthspring Intercommunity group*, *op. cit.* (notre traduction).

137 Ces initiatives auraient d'ailleurs été à la base de l'émergence de négociations pour un accord de paix, d'après certains. « The Good Friday Agreement came about with politicians realizing they needed to catch up with the people that were supposed to represent » extrait issu de l'entretien anonyme avec un membre du *Forthspring Intercommunity group*, *op. cit.* ; « a lot of the community level happened first and it paved the way for that relationship » extrait issu de l'entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.* et entretien avec Sarah LORIMER, *op. cit.*

138 Entretien avec Bill ROLSTON, *op. cit.*

À ce propos, les initiatives politiques visant à transcender le clivage identitaire varient et sont considérées par certains comme peu convaincantes¹³⁹. En ce qui concerne le gouvernement de Stormont, la stratégie politique *TBUC* contient notamment une mesure qui vise à retirer du paysage nord-irlandais le dispositif de *peacelines* d'ici l'année 2023. À son échelle, la ville de Belfast a mis en place le *Good relations program*¹⁴⁰, qui s'inscrit également dans le cadre de *TBUC*, et qui vise à résoudre les problèmes liés au racisme et au sectarisme ainsi qu'à promouvoir une meilleure diversité culturelle à Belfast. Il y a donc un discours affirmé d'une volonté de venir à bout des divisions qui existent au sein des communautés.

Cependant, les acteurs issus de la société civile rencontrés émettent plusieurs objections. Tous affirment que non seulement, l'objectif de 2023 ne sera pas atteint car il est irréaliste et ne tient pas compte de la réalité du terrain, mais qu'il n'y a également aucune ressource ni mesures concrètes qui y sont associées pour y parvenir¹⁴¹. En plus du manque de ressources, il y a très peu de soutien politique à cet objectif, tant au niveau du gouvernement du Stormont qu'au niveau des politiciens locaux¹⁴².

En effet, les politiciens locaux, et plus particulièrement au sein des communautés unionistes précarisées, ne soutiennent pas du tout les dynamiques positives menées par ces groupes intercommunautaires¹⁴³. D'après les acteurs rencontrés, certains représentants politiques encourageraient même des comportements allant à l'encontre de ce processus d'amélioration des relations¹⁴⁴. Les politiciens vertaient alors les relations intercommunautaires comme dangereuses politiquement¹⁴⁵. En effet, au niveau local, les représentants politiques bénéficieraient beaucoup de ce quadrillage des quartiers par les *peacelines* et du niveau de ségrégation et division sociétale qu'il induit¹⁴⁶.

139 Entretien anonyme avec un membre du *Forthspring Intercommunity group*, *op. cit.*

140 *Building Good relations* est une politique publique qui vise la diversité culturelle plus largement que simplement entre les deux grandes communautés. Plus d'informations sont disponibles en ligne : BELFAST CITY COUNCIL, « Good relations, what is it all about? », disponible à l'adresse suivante : <http://www.belfastcity.gov.uk> (consultée le 25 juillet 2017).

141 Plusieurs personnes rencontrées partagent ce point de vue. Voir entretien avec Rhonda LYNN et Stephen McGRATH, *op. cit.* ; Entretien avec Ciaran SHANNON, *op. cit.* ; Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.* ; Entretien avec Jonny BRYNE, *op. cit.* ; Entretien avec Sarah LORIMER, *op. cit.* ; Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.* et entretien anonyme avec un membre du City Council de Belfast, *op. cit.*

142 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.* et entretien avec Ciaran SHANNON, *op. cit.*

143 Entretien avec Ciaran SHANNON, *op. cit.* et entretien anonyme avec un membre du *Forthspring Intercommunity group*, *op. cit.*

144 Entretien anonyme avec un membre du *Forthspring Intercommunity group*, *op. cit.*

145 Entretien avec Ciaran SHANNON, *op. cit.*

146 Entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*, *op. cit.*

Selon Jonny BYRNE, savoir où se trouve précisément son électorat est très pratique (« *convenient* ») pour un parti politique : il sait alors cibler des actions et discours précis pour maintenir la mobilisation électorale. Ceci expliquerait la faible volonté des partis et représentants locaux à promouvoir de l'intégration : ces divisions sociétales sont en effet utiles pour leur maintien au pouvoir¹⁴⁷, dans une logique court-termiste¹⁴⁸. En effet, la mobilisation électorale est principalement basée sur l'agenda identitaire et requiert ainsi une polarisation des positions de chacun sur le clivage identitaire ainsi qu'une construction discursive antagoniste par rapport à l'autre, ancrée dans l'histoire et le passé conflictuel.

Les notions de *polity* et *policy* peuvent éclairer l'analyse du comportement des acteurs politiques. *Polity* renvoie à la « sphère politique, l'espace formé par les acteurs de la politique »¹⁴⁹. Dans ce cas, l'État est structuré autour d'une ségrégation identitaire qui divise tant le corps social que les structures sociales et publiques. Dans un autre ordre d'idée, *policy* « désigne l'action publique, c'est-à-dire les politiques publiques et l'action des pouvoirs publics dans des secteurs particuliers »¹⁵⁰. L'acteur politique s'appuierait alors sur cette structuration pour se maintenir au pouvoir, tout en affirmant conduire des politiques publiques (*policies*) qui visent à concilier les deux groupes identitaires présents sur le territoire et en promouvant une logique de réconciliation. Les acteurs de la société civile affirment cela en expliquant que peu de ressources sont mises à disposition de ces politiques publiques. Ces dernières sont par ailleurs peu définies concrètement et donc difficiles à mettre en œuvre. Le représentant politique serait alors conscient du risque de retour sur sa propre structure si ces politiques publiques venaient à être réellement mises en œuvre. Sa capacité à se maintenir au pouvoir étant alors limitée par ces mêmes politiques publiques. Cela expliquerait la faiblesse du soutien de la part des représentants politiques pour les projets intercommunautaires. Le discours politique serait alors toujours fortement ancré dans le passé et l'identité car cela serait le plus bénéfique pour lui en termes de maintien au pouvoir. Cela semble fonctionner car certaines communautés locales, qui étaient les plus précarisées socio-économiquement au moment de la conclusion de l'Accord de paix en 1998, le sont toujours en 2017. Néanmoins, ces mêmes communautés, qui se

147 Op. cit. et entretien avec Jonny BYRNE, op. cit.

148 Entretien avec Jonny BYRNE, op. cit.

149 DORMAGEN Jean-Yves et MOUCHARD Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, Bruxelles, De Boeck, 2011, p. 13.

150 *Ibid.*

sentent souvent délaissées par cet accord, continuent toujours à voter pour les mêmes représentants politiques ou partis, malgré le manque d'investissement de ces derniers¹⁵¹.

Cette logique résulte de la culture politique nord-irlandaise depuis la signature de l'Accord de paix. Cet accord n'a donné lieu qu'à une paix négative ou une réconciliation minimaliste¹⁵² : les élites politiques ont cherché principalement à mettre un terme à la violence et à désarmer les groupes paramilitaires plutôt qu'à traiter et solutionner les causes initiales du conflit¹⁵³. Cette gestion du conflit n'a pas permis de passer à une phase de transformation au niveau de la société. Ainsi, le fonctionnement de la société de manière entièrement communautarisée n'a pas été remis en cause et, depuis, il semble qu'il a même été entériné. Le partage de pouvoir aurait alors institutionnalisé la ségrégation : le conflit s'inscrit désormais dans une logique politique et symbolique plutôt que violente ; il n'est donc pas résolu¹⁵⁴.

Il semble donc que les représentants politiques souhaitent publiquement se débarrasser du dispositif de *peacelines*, héritage visible du conflit, mais que peu de moyens sont alloués à cet objectif. De plus, cette politique rencontre beaucoup de résistances, tant au sein des communautés locales que des politiciens locaux. Au sein de ces communautés précarisées¹⁵⁵, il existe également des groupements paramilitaires dissidents¹⁵⁶. Alors que certains anciens paramilitaires ou prisonniers politiques travaillent activement à promouvoir la réconciliation¹⁵⁷, ces groupes dissidents ont un rôle néfaste sur les attitudes et positions identitaires des riverains et ainsi, risquent d'anéantir le travail bénéfique fourni par les groupes intercommunautaires. Plusieurs acteurs rappellent combien il sera difficile de retirer les *peacelines*¹⁵⁸

151 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.* ; Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.* et entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

152 La réconciliation minimaliste renvoie à l'absence de violence. Alors que le concept de paix positive - à l'image de la voie maximaliste - renvoie à une paix au sens où les parties au conflit dépassent la simple cohabitation mais où une société normalisée est possible. Une société normalisée serait alors une société non divisée, dans laquelle un projet de société est partagé. McGRATTAN Cillian, *Memory, Politics and identity. Haunted by history*, *op. cit.*, p. 11.

153 FÉRON Elise, « Irlande du nord : la paix en haut, la guerre en bas ? », *op. cit.*

154 La crise politique actuelle témoigne d'ailleurs de cette difficulté de concilier les positions des deux partis principaux.

155 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

156 Ces groupes paramilitaires dissidents croient toujours en la nécessité de poursuivre le conflit de manière violente afin d'atteindre leur objectif politique. Entretien avec Scott BOLDT, *op. cit.*

157 *Ibid.*

158 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.* et entretien avec Rhonda LYNN et Stephen McGRATH, *op. cit.*

tant que le conflit ne sera pas globalement résolu¹⁵⁹. Ainsi, « pour que le problème des *peacelines* soit résolu, il faut que les préoccupations plus larges soient résolues »¹⁶⁰.

Il y aurait donc un projet *top down* de retrait du dispositif de *peacelines* dans une logique globale de réconciliation mais sans vraiment y adjoindre des moyens et ressources ; et sans s'attaquer aux problèmes plus larges tels que les symboles identitaires ou encore la ségrégation. Cette logique est critiquée par les acteurs de terrain qui sont porteurs d'initiatives locales de coopération intercommunautaire ; initiatives qui permettent de contourner le dispositif de *peacelines*, la ségrégation et les attitudes polarisées en créant du lien social et en instaurant un climat de confiance via des relations durables entre les personnes à un niveau microsocial.

Cependant, l'impact de ces initiatives est limité¹⁶¹ : « le secteur associatif est très important mais il ne va pas changer le monde. Bien sûr, ces personnes sont enthousiastes, ont acquis beaucoup de compétences et d'influence mais, elles n'ont pas le pouvoir en tant que tel »¹⁶². Non seulement, le soutien politique et la volonté politique ne suivent pas mais, également, le financement décroît. De plus, les initiatives sont de plus en plus en plus fragmentées car il n'y a pas un cadre globalement pensé qui guide ce processus : ces initiatives locales, bien que coordonnées avec d'autres acteurs institutionnels tels que la police, le *Northern Ireland Housing Executive*¹⁶³ ou des écoles gagneraient en efficacité si une coordination plus large était organisée¹⁶⁴. Il existe bien sûr la stratégie *TBUC* au sein de laquelle des programmes tels que *Good relations* existent, mais selon les acteurs de terrain ceux-ci sont limités :

C'est un processus très long de partir de ce travail de fond autour des relations pour arriver à des changements visibles au sein des murs et de leur structure¹⁶⁵.

159 « *We didn't fundamentally address the local issue between communities who lives side by side and what the conflict was about* » extrait issue de l'entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

160 Entretien avec Rhonda LYNN et Stephen MCGRATH, *op. cit.* (notre traduction).

161 *Ibid.*

162 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.* (notre traduction).

163 Le corps institutionnel chargé de mettre en œuvre et de gérer la politique de logements.

164 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

165 Entretien avec Rhonda LYNN et Stephen MCGRATH, *op. cit.* (notre traduction).

« Le problème dépasse la question seule du mur. Si vous dessiner un processus de paix, vous avez besoin de mettre en place des mécanismes et développer des opportunités de manière plus large, plutôt que simplement retirer le mur. Il faut instaurer de l'espoir, la possibilité d'imaginer un futur et surtout de développer des opportunités »¹⁶⁶.

Le dispositif de *peacelines* comme obstacle à la réconciliation ?

Au vu des éléments précédemment développés, il semble qu'un processus de transition soit enclenché à Belfast. Cependant, celui-ci est très incrémental et selon les acteurs rencontrés, certaines réserves sont à émettre quant à sa qualification comme processus de réconciliation.

L'Accord de paix s'inscrirait dans une logique de méfiance entre politiciens unionistes et nationalistes¹⁶⁷. Certains le qualifient même de « *non-agreement* »¹⁶⁸ car il ne permet pas de résoudre le conflit et ses causes¹⁶⁹; ce qui rend la transition difficile¹⁷⁰. À cet égard, il faut rappeler que, bien que l'affrontement violent ait cessé, il n'y a pas de résolution du conflit en tant que tel¹⁷¹, ce qui instaure une logique de *zero sum game* où tout ce qui est accordé à une communauté est ressenti comme un retrait d'un droit pour l'autre communauté¹⁷². Il est donc nécessaire pour les politiques de trouver les termes d'une « *honourable peace* »¹⁷³. Une pacification qui respecterait les personnes qui, au sein de chaque communauté, ont défendu leur cause, corps et âme, depuis plusieurs décennies.

Près de vingt ans après la signature de l'Accord de paix, les acteurs déplorent toujours l'absence d'un agenda clair et précis pour la réconciliation, ou simplement d'une vision commune¹⁷⁴. Il existe bien des politiques publiques et des stratégies comme *TBUC*, mais ces dernières ne dessinent pas de « *clear road map for reconciliation* »¹⁷⁵. En plus de cela, l'Irlande du Nord évolue dans un contexte instable avec la résurgence du conflit sous forme de *cultural wars*, les divisions physiques

166 Entretien avec Jonny BYRNE, op. cit.(notre traduction).

167 Entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*, op. cit.

168 *Ibid.*

169 Entretien avec Neil JARMAN, op. cit. ; Entretien avec Jonny BYRNE, op. cit.

170 Entretien anonyme avec un membre du *City Council de Belfast*, op. cit.

171 Entretien avec Neil JARMAN, op. cit.

172 Entretien avec Scott BOLDT, op. cit.

173 Entretien anonyme avec un membre du *Forthspring Intercommunity group*, op. cit.

174 *Ibid.* ; Entretien avec Neil JARMAN, op. cit. ; Entretien avec Jonny BYRNE, op. cit.

175 Entretien avec Neil JARMAN, op. cit.

et symboliques structurelles, l'annonce du *Brexit* ou encore la crise politique récente. Ces éléments fragilisent l'Accord de paix aux yeux de la population qui a parfois du mal à croire en une paix durable¹⁷⁶. De plus, le conflit est toujours très frais dans la mémoire des habitants de Belfast¹⁷⁷, notamment par sa proximité temporelle mais également à cause du niveau de violence qu'a subi le citoyen¹⁷⁸.

Dès lors, Neil JARMAN affirme qu'en Irlande du Nord, il y a une paix négative ou une réconciliation minimaliste. Effectivement, la société n'est plus violente. Cependant, pour atteindre une paix positive, il est nécessaire de remettre en cause les divisions qui structurent la société, sinon la société nord-irlandaise risque de devenir une société au sein de laquelle les divisions sont acceptées, ce qui sur le long terme pourrait mener à un retour du conflit violent¹⁷⁹. Bill ROLSTON tient également un raisonnement similaire. Selon lui, actuellement, il n'y a pas de réconciliation mais plutôt de la tolérance (et encore, ce n'est pas toujours le cas au niveau politique), même si des initiatives existent au niveau des groupes intercommunautaires. Néanmoins, il souligne qu'il est très important de comprendre que la réconciliation ne doit pas être un but ultime mais doit plutôt être comprise comme une partie du tout que forme justice, égalité et réconciliation. Ainsi, vouloir arriver à une réconciliation sans justice ou égalité serait une erreur car cela serait porteur de tensions¹⁸⁰. Encore faut-il définir ce à quoi réconciliation renvoie en Irlande du Nord¹⁸¹, nuance Jonny BYRNE.

Par ailleurs, les acteurs rencontrés sont unanimes sur un point : tant qu'il n'y a pas de gestion du passé, des causes du conflit et de la mémoire de celui-ci, il sera difficile d'aller de l'avant. D'une part, Bill ROLSTON explique que les nord-irlandais vivent toujours les conséquences du conflit, qui n'est donc pas terminé¹⁸². D'autre part, Jonny BYRNE ajoute qu'en Irlande du Nord « nous gérons plus que nous résolvons les problèmes. Et nous sommes doués à cela. Mais ne pas gérer le passé, c'est revisiter la même question fondamentale de manière continue »¹⁸³. Ainsi, ils insistent pour qu'une prise en charge du passé s'opère au niveau politique.

176 *Op. cit.*

177 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

178 *Ibid.*

179 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

180 Entretien avec Bill ROLSTON, *op. cit.*

181 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

182 Entretien avec Bill ROLSTON, *op. cit.*

183 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.* : « *we manage, we don't resolve and we are good at managing [...] but not dealing with the past is revisiting the same questions over and over* » (notre traduction).

Ces éléments participent au contexte global dans lequel s'inscrivent les initiatives intercommunautaires locales de la société civile. Ainsi, la construction d'une paix durable dépend de plusieurs niveaux (notamment le cadre politique donné, le travail sur le terrain et le développement économique) qui sont indépendants et en même temps dépendent l'un de l'autre¹⁸⁴.

Selon les acteurs, il est urgent que le politique s'accorde sur un cadre clair et structurel pour la réconciliation, même si certains doutent que cela soit possible sans une résolution plus globale du conflit¹⁸⁵. En attendant, ils mettent en avant qu'une volonté et qu'un soutien politique sont nécessaires pour encadrer les initiatives de la société civile qui visent à éliminer les éléments de ségrégation et qui portent leurs fruits à une certaine échelle. Plusieurs acteurs affirment la nécessité de s'attaquer à la ségrégation pour construire une paix durable ; sinon « l'apartheid bénin »¹⁸⁶ qui existe en Irlande du Nord risquerait de mettre à mal, sur le long terme, l'Accord de 1998. Effectivement, beaucoup affirment que le *power sharing* a institutionnalisé les identités sectaires. Cette institutionnalisation accroît le sentiment de peur et de méfiance entre les communautés. En effet, la peur de l'Autre ne résulte pas des expériences d'interactions intercommunautaires mais plutôt de cette institutionnalisation par les acteurs politiques des deux identités. Ces derniers ayant intérêt à maintenir cette dualité entre nationalistes et unionistes¹⁸⁷.

À propos de la construction identitaire, certains soulignent qu'un problème vient de l'incompatibilité entre les identités collectives qui résultent de la vie associative (des groupes intercommunautaires au niveau local) et les identités conceptualisées par les acteurs politiques comme nécessairement antagonistes entre unionistes et nationalistes. Comme suggéré précédemment, un changement des identités est nécessaire pour mettre en œuvre le changement institutionnel¹⁸⁸. Cependant, les identités collectives ont une certaine résistance au changement surtout lorsqu'elles sont continuellement réactivées par divers symboles, rituels sociaux et activités politiques¹⁸⁹.

184 Entretien avec Neil JARMAN, *op. cit.*

185 *Ibid.*

186 HUGUES Joanne et al., « Segregation in Northern Ireland. Implications for community relations policy », *op. cit.*, pp.35-53.

187 POWER Maria, *Building Peace in Northern Ireland*, *op. cit.*, p. 19.

188 *Ibid.*, p. 30.

189 NAGLE John et CLANCY Mary-Alice C., *Shared society or benign apartheid ?*, *op. cit.*, p. 6.

Le retrait du dispositif de *peacelines* serait alors un premier pas, celles-ci étant considérées comme des barrières à la progression¹⁹⁰. En effet, cela permettrait peut-être l'émergence d'une communauté à travers le clivage identitaire et donc d'identités nouvelles. Le retrait du dispositif de *peacelines* permettrait également d'amoindrir cette logique de marquage du territoire à l'aide des symboles identitaires. Cependant, se pose la question de savoir s'il est nécessaire d'enlever d'abord les *peacelines* pour faire en sorte que les gens se réconcilient ou s'il faut d'abord que les gens se réconcilient pour pouvoir enlever les *peacelines*. C'est un peu la question de « l'œuf et la poule » selon Jonny BYRNE¹⁹¹.

Cette interrogation représente bien la dynamique générale du dispositif de *peacelines* dans toute sa complexité. Ainsi, il est possible de penser que les *peacelines* créent une dynamique propre et participent à la construction d'un discours d'inclusion et d'exclusion qui perpétue la ségrégation structurelle qui existe en Irlande du Nord.

Cela crée de la peur, peur qui engendre de la violence. Donc, la *peaceline* est plus généralement le résultat d'une structuration plus large du conflit mais elle a également une dynamique propre, qui au final, renforce cette distance tant spatiale que sociale entre les communautés, au sein de la société au sens plus large¹⁹².

Alors, comme Emily RAVENSCROFT le rappelle, dire qu'enlever les *peacelines* suffirait à résoudre le conflit, c'est minimiser leur rôle dans la « création et l'exacerbation des identités dialectiques »¹⁹³.

Conclusion

Cette contribution démontre la manière dont des éléments identitaires et mémoriels peuvent très concrètement prendre forme dans le territoire et la structuration de celui-ci. Cette matérialisation des rapports conflictuels entre les identités prend la forme, en Irlande du Nord, du dispositif de *peacelines*, dispositif sociotechnique qui interagit avec les individus et l'environnement dans lequel il s'inscrit.

Dès lors, la question posée initialement – à savoir « Le dispositif de *peacelines* est-il un obstacle au processus de réconciliation à Belfast ? » – appelle une réponse positive, avec des nuances. En effet,

190 Entretien avec Jonny BYRNE, *op. cit.*

191 *Ibid.*

192 CUNNINGHAM Niall et GREGORY Ian, « Hard to miss, easy to blame? Peacelines, interfaces and political deaths in Belfast during the Troubles », *op. cit.*, p. 65 (notre traduction).

193 RAVENSCROFT Emily, « The Meaning of the Peacelines of Belfast », *op. cit.*, pp.213-221, (notre traduction).

le dispositif de *peacelines* constitue un obstacle à la réconciliation mais la problématique ne se limite pas à la présence de divisions physiques. La *peaceline* est symptomatique d'une société plus largement ségréguée dans laquelle les divisions (qu'elles soient physiques ou symboliques) sont intériorisées par les individus et, lorsque cela leur est nécessaire, accentuées par les acteurs politiques. Cependant, plusieurs exemples démontrent que la présence d'une division physique, bien qu'assortie de nombreux référents cognitifs, n'empêche pas l'émergence d'initiatives locales qui sont portées par des acteurs de la société civile afin de contourner ce dispositif. En plus de cela, il est important de souligner que tous les citoyens nord-irlandais ne subissent pas ce dispositif. En effet, le phénomène de ségrégation est, d'une part, accentué par la présence du dispositif de *peacelines* et d'autre part, fortement corrélé avec le niveau socio-économique. Les *peacelines* étant également le plus souvent présentes dans des quartiers précarisés. Il faut donc être conscient de l'incrémentalisme dans lequel s'inscrit le processus de réconciliation en Irlande du Nord. C'est un processus lent, long et qui s'étalera certainement sur plusieurs générations.

Cependant, l'annonce du *Brexit*, non désiré par la majorité des nord-irlandais¹⁹⁴, pose de nouveaux obstacles à la réconciliation. Tout d'abord, la réduction du financement des organisations *cross-community* locales. Mais également, la réactivation de la question de la souveraineté politique qui est à l'origine même du conflit, avec notamment la question de l'émergence d'une frontière physique entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord, ce qui symboliquement rappelle la partition de l'île aux nationalistes¹⁹⁵. Enfin, le tout est compris dans un contexte de crise politique qui dure depuis le mois de janvier 2017 en Irlande du Nord. Actuellement, le Democratic Unionist Party (DUP) et le Sinn Féin (SF) n'ont toujours pas trouvé d'accord politique, rendant ainsi l'émergence d'un gouvernement de *power sharing* impossible¹⁹⁶. Le *Direct Rule* de Westminster peut donc être rétabli à tout moment... et ce alors que le DUP se trouve dans la coalition gouvernementale à

194 PATTERSON Glenn, « Life on the edge: how will Brexit affect the Northern Irish border? », *The Guardian*, publié le 15 avril 2017, disponible à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com> (consultée le 10 août 2017).

195 WALKER Peter, « Peter Hain: hard Brexit puts Northern Ireland peace process at risk », *The Guardian*, publié le 27 février 2017, disponible à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com> (consultée le 10 août 2017) ; McDONALD Henry, « Brexit: Irish taoiseach spells out fears over 'hard border' with north », *The Guardian*, publié le 30 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/world/2017/jan/30/> (consultée le 10 août 2017).

196 McDONALD Henry, « Northern Ireland: DUP and Sinn Féin Granted More Time to Reach Deal », *The Guardian*, publié le 3 juillet 2017, disponible à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com> (consultée le 10 août 2017).

Westminster. Cela pourrait potentiellement raviver le conflit, du moins au niveau politique, le DUP étant alors juge et partie de l'administration de l'entité d'Irlande du Nord¹⁹⁷.

À l'aune de ces éléments, la qualification de l'Irlande du Nord comme société post-confliktuelle peut être remise en question. Il est alors plus pertinent de qualifier la société nord-irlandaise comme une société « en transition » sur un continuum qui se situe entre l'état de conflit violent et l'état d'une paix durable et positive¹⁹⁸. Effectivement, la violence comme moyen d'expression politique a cessé en Irlande du Nord mais l'héritage de cette violence est toujours présent¹⁹⁹. Cependant, cette transition n'est pas nécessairement un processus linéaire et temporel d'un état de guerre vers un état de paix. La direction qu'elle prend peut varier selon le moment²⁰⁰. Actuellement, malgré l'émergence d'une identité nationale nord-irlandaise (se refusant alors à porter allégeance soit à l'Irlande soit à la Grande-Bretagne) et l'évolution des attitudes des communautés l'une envers l'autre, la faiblesse de la direction politique donnée à la réconciliation risque, dans un contexte d'instabilité politique, de menacer ces avancées.

La présente contribution a reçu le prix de la médaille DAVID-CONSTANT (2017). Ce prix est décerné à une contribution scientifique rédigée dans l'année qui suit sa proclamation par le lauréat de la Médaille DAVID-CONSTANT.

Cette médaille récompense le meilleur étudiant en droit, en science politique ou en criminologie, pour l'ensemble des résultats obtenus au cours de ses études à la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie de l'Université de Liège.

197 « Theresa May Has Done Another Naughty Thing with the DUP | Letters. », *The Guardian*, publié le 27 juin 2017, disponible en ligne, <https://www.theguardian.com> (consultée le 10 août 2017).

198 McALISTER Siobhán, SCRATON Phil et HAYDON Deena, « Childhood in transition: growing up in 'post-conflict' Northern Ireland », *Children's Geographies*, 2014, vol. 12, n°3, pp. 297-311 et MACGINTY Roger, MULDOON Orla T. et FERGUSON Neil, « No War, No Peace: Northern Ireland after the Agreement », *Political Psychology*, 2007, vol. 28, n°1, pp. 1-11.

199 CLIFTON Nick et MACAULAY Tony, « Creativity, Cohesion and the 'Post-conflict' Society: A Policy Agenda », *European Planning Studies*, 2015, vol. 23, n°12, pp. 2370-2389.

200 *Ibid.*